

Lettre/courriel type pour les organisations de la société civile souhaitant envoyer un contre-rapport aux ambassades des pays examinateurs situées dans un pays soumis à l'EPU

Le texte ci-dessous constitue une base sur laquelle vous pouvez vous appuyer pour rédiger vos propres lettres ou courriels. Les parties entre crochets et surlignées en jaune doivent être remplacées par les noms, dates ou informations appropriés.

Les coordonnées des missions à Genève sont disponibles sur <https://www.ungeneva.org/fr/blue-book/missions/member-states>.

***** N'oubliez pas de supprimer cet encadré *****

[Date de la lettre ou du courriel]

[Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur],

Le bilan **du/de la/des [nom du pays]** sera examiné en **[mois et année]** par le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme de l'ONU chargé de l'Examen périodique universel (EPU). Je profite de cette occasion pour porter à votre connaissance certaines de nos préoccupations concernant la situation des droits humains dans ce pays, dont vous trouverez le détail dans notre communication ci-jointe.

Comme vous le savez, l'EPU est une occasion unique d'examiner tous les cinq ans environ le bilan en matière de droits humains de tous les États membres des Nations unies, et de travailler en coopération avec les États examinés afin de déterminer les mesures qu'ils doivent prendre pour surmonter les difficultés dans le domaine des droits humains et mieux respecter leurs obligations et engagements en la matière. À cet effet, il est d'une importance capitale que le dialogue interactif entre l'État examiné et les autres États membres au sein du groupe de travail chargé de l'EPU soit productif. Ce dialogue doit mettre l'accent sur les principaux écueils que rencontre le pays dans le domaine des droits humains, et les États qui procèdent à l'examen doivent formuler des recommandations spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement circonscrites (SMART) permettant de surmonter ces difficultés et de renforcer l'exercice des droits humains dans le pays concerné.

Nous encourageons votre gouvernement à participer activement à l'EPU **du/de la/des [nom du pays]** afin qu'un véritable bilan de la situation en matière des droits humains soit réalisé et qu'il soit débattu ouvertement des mesures nécessaires pour améliorer la situation sur le terrain.

Vous trouverez ci-joint une copie des informations que nous avons communiquées en vue de l'EPU **du/de la/des [nom du pays]**. À cet égard, je me permets d'attirer votre attention sur les principales préoccupations qui, selon nous, doivent être abordées et traitées dans le cadre de l'EPU de ce pays :

[Sujet de préoccupation n° 1, par exemple la liberté d'expression]

[description des préoccupations relatives aux droits humains]

Nous vous invitons à adresser au/à la/aux [nom du pays] les recommandations suivantes :

- [recommandation 1]
- [recommandation 2]

[Sujet de préoccupation n° 2, par exemple la sécurité des journalistes et des défenseur-e-s des droits humains]

[description des préoccupations relatives aux droits humains]

Nous vous invitons à adresser au/à la/aux [nom du pays] les recommandations suivantes :

- [recommandation 1]
- [recommandation 2]

Nous vous encourageons fortement à profiter de l'EPU pour engager un dialogue constructif avec le/la/les [nom du pays] sur les mesures concrètes qui pourraient être prises en vue d'améliorer le respect des droits humains dans le pays et de faire vraiment la différence pour les détenteurs et détentrices de droits. Nous restons à votre disposition si vous avez besoin d'autres informations sur la situation des droits humains en/au/aux [nom du pays].

Veillez agréer, [Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur], l'expression de ma haute considération.

Copie à : mission permanente du/de la/des [nom du pays] auprès des Nations unies à Genève